

***Revue Vingtième Siècle***

n° 105, janvier/mars 2010 : « **L'Amérique latine des régimes militaires** »

(Ed. Presses de Sciences-Po, Paris, 300 p., 20 €)

Avec ce numéro de la revue d'histoire *Vingtième Siècle*, une quinzaine de chercheurs et spécialistes confirmés aussi bien latino-américains que français et italiens proposent un regard renouvelé sur les dictatures militaires qui, des années 1960 à la mi-décennie 1980, ont frappé, souvent avec une rare violence, les États du Cône sud (Argentine, Chili, Uruguay, Paraguay) et Brésil.

Ces recherches menées avec une rigueur qui honore leurs auteurs s'ordonnent autour de trois axes : « Un glacis du monde occidental », « Les militaires et le pouvoir – Les militaires au pouvoir » et « Les sociétés civiles face aux régimes militaires ». On retiendra particulièrement la complexité des rapports contradictoires entre les dictatures et les États-Unis qui les ont suscitées et soutenues.

Si la déclassification des archives, notamment étasuniennes, apporte désormais la preuve incontestable de l'ingérence et de la complicité des États-Unis dans l'établissement et la survie des dictatures, les auteurs mettent bien en évidence le poids d'héritages et de contextes nationaux tous différents.

L'obsession anticommuniste décuplée par la révolution cubaine conduit Washington à une paranoïa qui conforte les visées des milieux conservateurs les plus extrêmes et leurs relais militaires.

Dès mars 1961, violemment hostile à l'élection à la présidence du Brésil de Joao Goulart (qui sera malgré tout élu mais victime d'un coup d'État en 1964), le Secrétaire d'État D. Rusk écrit à l'ambassadeur des États-Unis au Brésil : « Toutes les dispositions doivent être prises ici pour se préparer à soutenir ceux qui entreprendraient d'empêcher le Brésil de devenir une véritable dictature de gauche fortement infiltrée ou contrôlée par les communistes... »

En décembre 1971, alors que la dictature militaire sévit au Brésil depuis sept ans, Nixon demande au « président » Medici s'il pense que les forces armées chiliennes peuvent renverser le président du Chili Salvador Allende et assure qu'« il est important que le Brésil et les E.U. collaborent étroitement dans cette affaire ». On connaît la suite.

Au Brésil, au Chili, en Uruguay comme en Argentine, la main des États-Unis est partout présente. Tout comme leur implication dans le « Plan Condor » dont la mise en

place au milieu des années 1970 visait à organiser l'élimination méthodique des opposants aux dictatures y compris à l'extérieur des frontières nationales.

L'Europe et la France en ont aussi été le théâtre.

Pour autant, la mise en place des dictatures correspond également à des dynamiques nationales : crises économiques et sociales, montée des luttes populaires, impasse de la politique traditionnelle, peur des classes possédantes.

En Argentine et en Uruguay, les juntes militaires entendent refondre leurs sociétés dans le cadre de « Processus de Réorganisation Nationale » procédant d'une idéologie nationale-catholique très marquée dans le cas argentin.

Au Paraguay, la très longue dictature (1954-1989) du général Stroessner affiche à partir de 1956 un anticommunisme virulent. Elle participe au Plan Condor, ce qui la rapproche des États-Unis. Mais elle relève davantage d'une appropriation personnelle du pays que d'un pouvoir militaire.

Dans le domaine économique, si le Chili et l'Argentine ont été des laboratoires de la mondialisation économique et des « Chicago Boys », les réformes néolibérales adoptées dans les deux pays ont chacune des ressorts nationaux.

On regrettera que cette passionnante livraison de « Vingtième Siècle » sur l'Amérique latine des régimes militaires n'aille pas au-delà du Cône sud et que ne soient pas abordées les périodes des pouvoirs militaires en Bolivie (1964-1982) et celles, si différentes dans leurs contenus, du

Pérou (1968-1980) et d'Équateur (1972-1978).

En effet, au moins sous la présidence du Juan Velasco Alvarado (1968-1975), « la Révolution des Forces Armées » s'est traduite au Pérou par des positionnements anti-oligarchiques à l'opposé des dictatures du Cône sud.

Il en va de même pour l'Équateur dont le coup d'État « nationaliste et révolutionnaire » est à l'origine de la création de grandes sociétés nationales comme la Corporacion Estatal Ecuatoriana (hydrocarbures), aujourd'hui Petroecuador.

Enfin, tous les régimes militaires du Cône sud ont justifié leur existence et leurs agissements par l'anticommunisme. Quels étaient la réalité des partis communistes dans chacun de ces pays, leur poids organisationnel, leur influence ?

Un retour sur leurs positionnements éclairerait utilement la réflexion sur cette période.

Abordant par exemple les origines du coup d'État de 1973 en Uruguay, Aldo Marchesi écrit : « une importante proportion de la gauche politique a commencé à accepter la lecture historique consistant à établir un lien de causalité entre l'émergence d'une guérilla et la réponse autoritaire ».

Or, les analyses du parti communiste d'Uruguay, parues dans la *Nouvelle Revue Internationale* (n° 175) dès mars 1973, montrent tout à la fois les divergences entre forces de gauche et Tupamaros et la responsabilité totale de l'oligarchie et du gouvernement Bordaberry dans la répression et la marche vers la dictature militaire.

PAUL EUZIÈRE